

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

**ARRETE**  
**portant autorisation d'une installation classée**  
**pour la protection de l'environnement**

**DIRECTION**  
**DES COLLECTIVITES LOCALES**  
**ET DE L'ENVIRONNEMENT**

**Le Préfet des Côtes d'Armor**  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le Code des Douanes ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 codifiée au titre I - Livre V du Code de l'Environnement susvisé ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des installations classées ;
- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU l'arrêté préfectoral du 28 avril 2004 autorisant la Société GEOTEXIA Méné Energie à exploiter une unité de valorisation de matières organiques **au lieu-dit « La Petite Vieille Lande » sur la commune de SAINT GILLES DU MENE**, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU le dossier déposé par la société GEOTEXIA Méné Energie présentant les surfaces destinées à recevoir les eaux traitées et les modifications de conception de l'installation ;
- VU le rapport du Directeur des Services vétérinaires en date du 7 juin 2005 ;
- VU la consultation effectuée le 9 juin 2005, conformément à l'article 10 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé ;
- VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène lors de sa séance du 24 juin 2005 ;
- VU la lettre du 1<sup>er</sup> juillet 2005 de la Société GEOTEXIA Méné Energie ;

CONSIDERANT la capacité du périmètre à valoriser les eaux traitées issues du fonctionnement de l'installation, par irrigation ;

CONSIDERANT que la commission d'enquête a émis un avis favorable au projet avec trois réserves concernant « l'insertion du projet dans le paysage », « la mesure régulière des nuisances olfactives », et l'incidence sur l'eau ;

CONSIDERANT que les volumes d'eaux apportés durant les périodes de déficit hydrique n'auront pas d'influence sur les nappes présentes à proximité du site ;

CONSIDERANT les mesures de suivi prévues à l'arrêté préfectoral

CONSIDERANT que les modifications apportées ne constituent pas un changement notable du dossier initial, et ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients nouveaux ;

CONSIDERANT l'avis de l'hydrogéologue agréée ;

CONSIDERANT l'avis des services,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

# ARRETE

## ARTICLE 1

Les **articles 1 et 12** de l'arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter au titre des installations classées pour la protection de l'environnement en date du **28 avril 2004** sont ainsi modifiés :

### ARTICLE 1 – CLASSEMENT

La Société GEOTEXIA Méné Energie, sise à La Petite Vieille Lande, 22 SAINT GILLES DU MENE, est autorisée à exploiter une unité de valorisation de matières organiques comportant les installations classées suivantes :

N° nomenclature	Désignation	Capacité	Régime
167-C	Installation d'élimination de déchets industriels provenant d'installations classées : traitement	- Issues du lisiers 2 170 tonnes de MS/an - Issues des coproduits 8 000 tonnes de MS/an	Autorisation
2170-1	Fabrication des engrais et support de cultures à partir de matières organiques	Production d'engrais séché 18 tonnes/jour	Autorisation
2171	Dépôts de fumier, engrais et supports de culture renfermant des matières organiques	Matière organique broyée : 1 500 m3 Dépôt d'engrais : 7 000 m3	Déclaration
2910-A-2	Installation de combustion	2 Chaudières mixtes Biogaz / Fuel 8 MW	Déclaration

### ARTICLE 12 – IRRIGATION

#### 12-1 ) Prescriptions générales

Conformément aux réglementations établies en application de la directive "Nitrates", du guide de bonnes pratiques agricoles et du Code de l'Environnement, la société GEOTEXIA MENE met en place des pratiques d'épandage visant à respecter l'équilibre de la fertilisation par ajustement des apports aux besoins prévisibles des cultures.

La société GEOTEXIA MENE respectera l'ensemble des dispositions des programmes d'action pris en application de la directive nitrates.

L'industriel recherchera des solutions propres à réduire les flux en éléments fertilisants à recycler par valorisation agricole.

Il informera le service chargé de l'inspection des installations classées des modifications notables envisagées dans les procédés de traitement des eaux résiduaires et des déchets issus de l'épuration des effluents.

#### 12-2 ) Prescriptions particulières

##### 12-2-1 ) Etude et classement des sols

Le périmètre d'épandage de la société GEOTEXIA MENE comprend 18,55 ha aptes à l'épandage (parcelles de maïs et herbe) répartis entre deux prêteurs conventionnés et 10,5 ha appartenant à la société GEOTEXIA MENE ( plantation de TCCR ).

Les parcelles sont localisées sur les communes de ST GILLES DU MENE et PLEMET.

Type de culture	Surface	Référence cadastrale
-----------------	---------	----------------------

GEOTEXIA	TTCR	10 ha 50	AL 5, 9, 10, 11, 79, 81, 83, 85, AK 218
GAEC POILVERT	Maïs + Herbe + Blé	12 ha 44	AL 6, 7, 84, 88, 89, 91 AK 192, 195, 200, 201 ZC 172, ZD 2, 35
LEPRETRE Jean	Maïs + Herbe	6 ha 11	AM 10, 11, 31, 64, 65, 66

#### 12-2-2 ) Nature des matières à épandre

REJETS	CONCENTRATION	FLUX MAXIMUM SUR 24 HEURES	FLUX ANNUEL
volume	/	212 m3	78 500 m3
MES	1 mg/l	0.2 kg	73 kg
DCO	100 mg/l	21.2 kg	7500 kg
DBO5	50 mg/l	10.6 kg	3750 kg
Azote NTK	10 mg/l	2.1 kg	750 kg
NH4	10 mg/l	2.1 kg	750 kg
Phosphore total	5 mg/l	1.1 kg	376 kg

#### 12-2-3) Pratique de l'irrigation

Tous les équipements nécessaires à la mise en œuvre du plan d'irrigation seront pris en charge par l'industriel.

		TTCR	J.LE PRETRE	GAEC POILVERT	Total
SDN		10,5 ha	15.8 ha	47,6 ha	/
SPE MaD		10,5 ha	6,11 ha	12,44 ha	29,05 ha
Volume irrigué		38 700 m3	15 800 m3	24 000 m3	78 500 m3
Restitution par les élevages	Azote	/	2427 kg	7543 kg	/
	P2O5	/	853 kg	2851 kg	/
Eaux traitées	Azote	387 kg	158 kg	240 kg	785 kg
	P2O5	194 kg	181 kg	275 kg	393 kg
Traitement GEOTEXIA	Azote	/	1828 kg	6900 kg	/
	P2O5	/	1452 kg	4588 kg	/

#### 12-2-4 ) Contraintes

L'irrigation est interdite :

- pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou abondamment enneigé;
- pendant les périodes de forte pluviosité;
- les vendredi, samedi, dimanche et lundi en juillet et août;
- sur les surfaces du périmètre classées en aptitude I pendant les périodes d'excédent hydrique des sols;

En période défavorable, l'irrigation est interdite sur sol nu. Il convient également de respecter strictement la carte d'épandage, donc de réserver les sols d'aptitude 2 en période défavorable.

Nature des activités à protéger	Distance minimale	Particularité
Points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation en eau potable	50 mètres	
Berges des cours d'eau	50 mètres 100 mètres	Pente régulière inférieure à 7 %. Pente régulière supérieure à 7 %;
Lieux de baignade, plages	200 mètres	
piscicultures et zones conchyliques	500 mètres	Sauf dérogation liée à la topographie
Habitation ou local occupé par des tiers, zones de loisirs et établissement recevant du public	50 mètres 100 mètres	En cas de déchets ou d'effluents odorants.

L'irrigation à proximité des maisons occupées par des tiers ne sera effectuée qu'à une distance minimale de 50 mètres.

Sur les parcelles récemment drainées, l'irrigation ne pourra être réalisée que 3 ans après la fermeture des tranchées.

L'irrigation ne pourra être réalisée que sur des parcelles réellement cultivées et faisant l'objet d'un entretien agricole normal : les épandages sur friches, landes ou bois sont proscrits.

L'irrigation sur herbages ou cultures fourragères précédera de six semaines la remise à l'herbe des animaux ou la récolte des cultures fourragères.

Les eaux traitées issues de l'installation seront stockées, avant irrigation dans 1 lagune qui représente une capacité totale de 40000 m<sup>3</sup>, permettant de faire face aux périodes d'interdiction d'irrigation.

#### 12-2-5 Plan prévisionnel et bilan agronomique

❶ Un programme prévisionnel annuel doit être établi, en accord avec chaque exploitant agricole, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées. Ce programme comprend :

- ❖ la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture sur ces parcelles (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'intercultures).
- ❖ une analyse des sols portant sur les paramètres caractérisant la valeur agronomique, prévus dans le tableau ci-après.
- ❖ une caractérisation des eaux traitées (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique, ...).
- ❖ les préconisations spécifiques d'utilisation des eaux (calendrier et doses d'irrigation par unité culturale ...).
- ❖ l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'irrigation.

Ce document doit permettre la justification, au travers d'une gestion prévisionnelle de l'irrigation, de la valorisation de l'ensemble des eaux produites par l'installation en respectant

l'ensemble des contraintes réglementaires, notamment celles liées aux interdictions d'irrigation et des contraintes résultant des études préalables, notamment liées aux impossibilités d'irrigation et au respect des doses d'apports.

Le programme prévisionnel est transmis au Préfet un mois avant le début de la campagne.

② Un cahier, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de l'inspection des Installations Classées, doit être tenu à jour. Il comporte les informations suivantes :

- ❖ les quantités d'eaux irriguées par unité culturale ;
- ❖ les dates d'irrigation ;
- ❖ les parcelles réceptrices et leur surface ;
- ❖ les cultures pratiquées ;
- ❖ le contexte météorologique lors de chaque irrigation ;
- ❖ l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les eaux avec les dates de prélèvements ;
- ❖ l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'irrigation et des analyses ;
- ❖ L'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des produits (entreposage, transport ou irrigation ) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

③ Un bilan est dressé annuellement. Ce document comprend :

- ❖ les parcelles réceptrices ;
- ❖ un bilan qualitatif et quantitatif des eaux irriguées ;
- ❖ l'exploitation du cahier indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité et les résultats des analyses de sols ;
- ❖ les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sol et de système de culture, ainsi que la fertilisation complémentaire ( autres apports organiques, engrais minéral, ... ) qui en découle;
- ❖ la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

Une copie du bilan est adressée au préfet et aux agriculteurs concernés avant le 31 mars de l'année suivante.

④ Programme de surveillance :

L'exploitant doit effectuer ou faire effectuer périodiquement les analyses suivantes :

- ☐ Valeur agronomique des eaux (Matière organique (en %), rapport C/N, Phosphore total (en  $P_2O_5$ ), Potassium total (en  $K_2O$ ), Calcium total (en  $CaO$ ), Magnésium total (en  $MgO$ ), Azote total en ammoniacal (en  $NH_4$ ) :
  - 1 fois par mois pendant la période d'irrigation
- ☐ Valeur agronomique des sols (Granulométrie, pH, Azote global,  $P_2O_5$  échangeable,  $K_2O$  échangeable,  $MgO$  échangeable,  $CaO$  échangeable ) :
  - Etat initial pour toute parcelle ou groupe de parcelles dans un délai de deux ans à compter du début des opérations, ensuite renouvellement tous les quatre ans au maximum,
  - annuellement sur échantillonnage représentatif en un point de référence de zone homogène (1) correspondant à 30 % de la surface totale
  - Après l'ultime épandage

- Eléments - traces métalliques sur sols réalisés en un point représentatif de chaque zone homogène (Cadmium, Chrome, Cuivre, Mercure, Nickel, Plomb, Sélénium, Zinc) :
  - Avant le premier épandage et après l'ultime épandage, sur les points de référence
  - au minimum tous les dix ans.
- Eléments - traces métalliques sur eaux traitées ( Cadmium, Chrome, Cuivre, Mercure, Nickel, Plomb, Sélénium, Zinc ) :
  - 2 fois par an

Le point de référence est repéré par ces coordonnées Lambert et est identique pour toute mesure ultérieure. Par "zone homogène" on entend une partie d'unité culturale homogène d'un point de vue pédologique n'excédant pas 20 ha ; par "unité culturale", on entend une parcelle ou un groupe de parcelles exploitées selon un système unique de rotations de cultures par un seul exploitant.

Les résultats des analyses sont transmis avant le 20 du mois suivant à l'Inspecteur des Installations Classées, accompagnés des commentaires sur les anomalies constatées, ainsi que les actions correctives mises en œuvres ou envisagées.

Les résultats des analyses des eaux sont transmis aux agriculteurs concernés dans la semaine suivant l'irrigation.

#### 12-2-6 ) Contrôles de la conformité des conditions de l'irrigation

Des vérifications inopinées pourront être effectuées à la diligence de l'administration. L'exploitant devra permettre aux inspecteurs en charge du contrôle de procéder à toutes les mesures de vérifications et expériences utiles pour constater l'exécution du présent arrêté. Il devra leur fournir le personnel et les appareils nécessaires.

#### 12-2-7 ) suivi des piézomètres

Le niveau de la hauteur de nappe sera mesuré, pour chacun des piézomètres au minimum 2 fois par an : en mars et en octobre.

Un suivi qualitatif des eaux des piézomètres ( nitrates, PH, conductivité, phosphore, chlorures ) sera réalisé pour chacun des piézomètres au minimum 2 fois par an : en mars et en octobre.

#### 12-3 ) Extension du périmètre

Toute extension du périmètre qui viendrait à être demandé par l'exploitant au-delà de la superficie des 29.05 hectares ayant fait l'objet de l'étude, sera subordonnée à la production d'une étude complémentaire.

#### 12-4 ) Conventions d'épandage avec les agriculteurs

Toutes modifications à intervenir dans les conventions d'épandage conclues avec les agriculteurs devront aussitôt être notifiées à l'Inspecteur des Installations Classées.

### **ARTICLE 2 :**

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché en mairie de SAINT GILLES DU MENE pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de la Société GEOTEXIA Méné Energie.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de la Société GEOTEXIA Méné Energie dans deux journaux d'annonces légales du département: « Ouest-France » et « Le Télégramme ».

### ARTICLE 3

« Délai et voie de recours (article L 514-6 du Code de l'Environnement). La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est :

- de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant à compter du jour où la présente décision a été notifiée,
- de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage dudit arrêté ».

### ARTICLE 4

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

Le sous-préfet de DINAN,

Le Maire de SAINT GILLES DU MENE,

Le Directeur Départemental des Services Vétérinaires, Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à la Société GEOTEXIA Méné Energie pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

SAINT BRIEUC, le 5 JUIL. 2005

LE PREFET,

POUR LE PRÉFET  
Le Secrétaire Général.

Jacques MICHELOT

